Arrêté ministériel n° 77-277 du 19 juillet 1977 relatif aux prix de certains produits des industries textiles et de l'habillement

---

Type	Texte réglementaire
Nature	Arrêté ministériel
Date du texte	19 juillet 1977
Publication	Journal de Monaco du 22 juillet 1977 ^[1 p.3]
Thématique	Prix

Lien vers le document : <https://legimonaco.mc/tnc/arrete-ministeriel/1977/07-19-77-277@1977.07.23>

LEGIMONACO

www.legimonaco.mc

Vu l'ordonnance-loi n° 307 du 10 janvier 1941, modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix ;

Vu l'ordonnance-loi n° 344 du 29 mai 1942, modifiant l'ordonnance-loi n° 307 du 10 janvier 1941 ;

Vu l'ordonnance-loi n° 384 du 5 mai 1944, modifiant l'ordonnance-loi n° 307 du 10 janvier 1941 ;

Vu l'arrêté ministériel n° 77-23 du 2 février 1977 relatif au régime des prix à la distribution :

Article 1

Les prix, hors T.V.A., des produits suivants :

Produits	Numéros du tarif douanier
- Fils de coton non conditionnés pour la vente au détail	55-05
- Chemises, chemisettes, tee-shirts, sous-pulls, gilets de corps, et articles similaires, en toutes matières textiles	Ex 60-04
- Autres chandails, pull-overs, slips-overs, twinsets, gilets, vestes et blouses de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, de coton	60-05 A ex II (60-05 - 27-0 et 37-0)
- Chemisiers et blouses pour femmes, fillettes et jeunes enfants, en toutes matières textiles	61-02 ex B
- Chemises et chemisettes pour hommes et garçonnetts, en toutes matières textiles	Ex 61-03

vendus par les producteurs, les importateurs et les grossistes ne peuvent être supérieurs aux prix licites des mêmes produits facturés et effectivement livrés le 17 juin 1977 ou, à défaut, à la date antérieure la plus proche, éventuellement corrigés de l'incidence des variations des conditions de vente.

Dans le cas de ventes directes aux consommateurs, et à défaut de facturation, les prix ne peuvent être supérieurs aux prix licites effectivement pratiqués aux dates visées à l'alinéa précédent.

Article 2

Toute baisse du prix d'achat des matières ou demi-produits entrant dans la fabrication des produits visés par le présent arrêté doit faire l'objet d'une diminution automatique et correspondante du prix de vente.

Article 3

Les prix de vente des produits modifiés, ou nouvellement fabriqués ou importés, ne peuvent être supérieurs à ceux des produits techniquement les plus proches vendus par la même entreprise ou, à défaut, par une entreprise comparable.

Ces prix devront être préalablement déposés, accompagnés des justifications utiles, auprès du service des prix et des enquêtes économiques et ne pourront entrer en application qu'après acceptation expresse de celui-ci.

À défaut d'acceptation expresse ou d'opposition de la part de l'Administration dans le délai d'un mois à compter du dépôt, les prix déposés sont réputés acceptés.

Article 4

À compter de la date d'application du présent arrêté, les produits désignés à l'article premier ne peuvent être pris en compte, pour le calcul, par les importateurs et les grossistes, de la marge brute moyenne en valeur relative définie par l'arrêté ministériel n° 77-23 du 2 février 1977^[1].

Article 5

Le présent arrêté sera affiché à la porte du Ministère d'État et opposable aux tiers dès le lendemain de cet affichage.

Notes

Notes de la rédaction

1. ^{^ [p.2]} (1) Voir l' article 5 de l'arrêté ministériel n° 78-85 du 15 février 1978. .

Liens

1. Journal de Monaco du 22 juillet 1977
^{^ [p.1]} <https://journaldemonaco.gouv.mc/Journaux/1977/Journal-6252>